

le sommet de la francophonie

• Trente-trois chefs d'Etat et de gouvernement

La conférence préparatoire fixe la rencontre à la fin de février

Un événement de portée historique où la francophonie préparera son entrée dans le 21ème siècle

par Jean-Paul Bury

PARIS (PC) — Le sommet de la francophonie tant attendu, qui doit réunir 33 chefs d'Etat et de gouvernement de pays francophones, au lieu à Paris les 17, 18 et 19 février, après une ultime conférence préparatoire réunissant les ministres des Affaires étrangères le 15 février.

C'est ce qui a été décidé samedi matin à Paris lors de la première réunion ministérielle préparatoire au sommet, à laquelle participaient notamment Monique Vézina, ministre canadienne aux Relations extérieures, Gil Rémillard, nouveau ministre québécois des Relations internationales et Jean-Pierre Ouellet, ministre de l'Éducation du Nouveau-Brunswick.

Annouçant l'accord intervenu lors de la réunion ministérielle qui a duré près de quatre heures, le chef de la diplomatie française, M. Roland Dumas, a déclaré

que le sommet, le premier de l'histoire de la francophonie, et dont l'idée avait été lancée il y a bientôt vingt ans par les présidents du Sénégal Léopold Sedar Senghor et de la Tunisie Habib Bourguiba, serait un événement de portée historique.

Il s'agira pour la trentaine de chefs d'Etat et de gouvernement, a expliqué le ministre français, de débattre au sein du club francophone, des problèmes Nord-Sud et d'envisager l'aide qui pourrait être apportée, par les pays les plus industrialisés, aux pays les plus démunis et les plus pauvres. Mais ce sommet sera aussi et surtout a précisé le ministre, une occasion de débattre de la défense de la langue française et de dégager une volonté commune de relever les défis auxquels doit faire face la francophonie.

A titre d'exemple, a indiqué M. Dumas, on utilisera les banques de données, la télévision, les télécommuni-

cations, la diffusion du livre.

Enfin un dernier chapitre sera inscrit à l'ordre du jour du sommet de février: passer en revue les voies de l'avenir pour les institutions francophones existantes, comme l'Agence de coopération culturelle et technique (ACCT) qui pourrait éventuellement devenir le secrétariat permanent de la conférence.

Les thèmes retenus satisfont pleinement le gouvernement canadien, a expliqué pour sa part l'ambassadeur Lucien Bouchard, représentant personnel du premier ministre Brian Mulroney au club des cinq pays (France, Canada, Québec, Tunisie, Sénégal) qui ont participé depuis l'accord du 8 novembre entre Ottawa et Québec, aux premiers travaux préparatoires.